

Universités

Daccache à la Saint-Joseph : Pas d'avenir sans citoyenneté

« Ce qui fait défaut au Liban, avant l'eau, l'électricité et les communications, c'est ce manque de communautés de travail qui se consacrent à l'intérêt commun », assure le recteur de l'USJ, citant la mission IRFED.

Fady NOUN

À notre époque de replis identitaires, la pertinence académique, politique, sociale et culturelle de la conduite citoyenne s'impose de plus en plus comme une incontournable exigence de toute démocratie véritable, de tout vivre-ensemble. C'est dans la conscience de cette urgence que le recteur de l'Université Saint-Joseph, Salim Daccache, a décidé de consacrer à cette notion le discours annuel qu'il prononce traditionnellement à la Saint-Joseph, la fête patronale de l'USJ. Un discours ponctué samedi d'un jugement sans appel : « Il n'y a pas d'avenir pour nos sociétés sans la citoyenneté. »

« L'université est la première simulation du monde réel, différente de la famille et de l'école, avant que l'étudiant ne s'engage dans la vie citoyenne et publique. Elle est une médiation et un pont entre l'enfance protégée et le monde extérieur », a relevé le recteur Daccache, qui s'exprimait dans l'amphithéâtre Jean Ducruet du campus de Mar Roukoz, devant un parterre de personnalités de tous horizons, ainsi que de la communauté universitaire. Elle est donc le lieu par excellence pour l'apprentissage de la citoyenneté. Car la citoyenneté s'apprend. « L'esprit civique n'est point inné, naturel ou spontané, mais s'acquiert par une longue éducation », a insisté à diverses reprises le père Daccache, reprenant à son compte une réflexion de 1968 de l'ancien recteur de l'USJ, le père Abdallah Dagher. Se référant aussi bien aux traditions de l'université qu'à des orientations récentes du chef de l'État et du ministre de l'Éducation nationale, le père Daccache a ainsi souligné que « l'une des tâches fondamentales de l'université est de réfléchir à la citoyenneté comme planche de salut pour notre nation ».

Crise de l'engagement citoyen

« Planche du salut. » C'est dire l'urgence. « Laissera-t-on le seul discours politique, confessionnel, univoque et équivoque l'emporter sur un vrai discours qui appelle à un comportement minimal de citoyenneté ? De plus, le vrai problème politique au Liban (...) n'est-il pas celui d'une crise de l'engagement citoyen



Le père Salim Daccache au pupitre de l'amphithéâtre Jean Ducruet du campus des sciences et technologies de Mar Roukoz.

Photo Michel Sayegh

et de l'appartenance à une citoyenneté libanaise ? » s'est-il interrogé.

De cette crise, le recteur Daccache a donné des exemples concrets, tirés de la vie même de l'université. Parlant de la formation politique à l'université, marquée notamment par les élections des bureaux des amicales, il est revenu sur la décision de suspendre les élections à l'université, voici deux ans. Et d'expliquer que ce dysfonctionnement « venait du fait que l'exercice même de l'acte citoyen était détourné de ses objectifs et mettait les acteurs eux-mêmes en danger ».

« Pourquoi l'USJ doit-elle relever (quand même) le défi d'organiser des élections ? a-t-il repris. Parce que nous voulons demeurer ce symbole (...) que le Liban est un pays démocratique, libre et indépendant, enraciné dans son patrimoine oriental arabe et musulman, mais ouvert au monde et à la culture universelle qui construit l'humain dans l'homme. (...) Dans le cas libanais, le danger est double : d'une part ce danger vient d'un repli identitaire confessionnel qui exclut tout rapport à l'autre et d'autre part, ce danger est celui de la manipulation ou le recours du politique à la religion afin de satisfaire ses intérêts par l'accès au pouvoir. »

Renvoyant dos à dos ces deux dérives possibles, le père

Daccache a précisé qu'une « charte de l'étudiant-citoyen » est en cours de rédaction, avec les étudiants, et qu'elle fixera le cadre de leur action avant, pendant et après le processus électoral. « Les élections à l'USJ sont organisées selon un système à la proportionnelle dont le but est la représentation de la majorité et de la minorité », a-t-il précisé. « Mais l'activité de certains comités mis en place était soit boycottée par la minorité, soit non prise au sérieux par les membres élus. » Et de conclure en affirmant que « la démocratie n'est pas un simple héritage ou une valeur universelle naturelle, elle s'acquiert par l'effort de devenir démocrate ».

Échelle universitaire, échelle nationale

Le blocage des rapports entre minorité et majorité en milieu universitaire n'est que le reflet de ce blocage à l'échelle nationale. Citant dans son discours un sondage effectué auprès des étudiants, le recteur assure que « l'opinion de la majorité des étudiants est bien négative quant à l'état actuel de la citoyenneté ».

« Nous découvrons ainsi, constate le recteur de l'USJ, que si la démocratie fonctionne mal, si les institutions libanaises sont paralysées et les contre-pouvoirs inexistantes, c'est bien à cause de

l'absence d'éducation civique, de l'ignorance de la valeur de la participation citoyenne et du désengagement rationnel au profit du sectarisme et de l'exclusion. » Et d'ajouter : « Je ne peux qu'être le porte-parole de nos jeunes étudiants pour dire que notre tâche à nous tous consiste à repérer les valeurs communes qui peuvent être à la base de notre citoyenneté libanaise, valeurs qu'il faut aller piocher dans les traditions spirituelles et humaines de notre terroir, ainsi que dans notre expérience historique de vie nationale depuis une centaine d'années, valeurs de respect mutuel, de tolérance, de considération du bien public, de solidarité, de vie familiale et d'hospitalité. »

La formation d'une conscience citoyenne active s'étend également, pour le recteur de l'USJ, au domaine académique. « À l'université, l'étudiant acquiert des outils académiques indispensables à la poursuite de la construction de la citoyenneté (...). C'est à l'université que l'engagement et la participation au débat public deviennent profonds et substantiels. » Cet apprentissage se fait aussi dans l'engagement social et culturel, a-t-il enchaîné, annonçant un « forum des initiatives citoyennes » qui réunira des étudiants de l'USJ et de l'AUB durant deux jours, en avril.

Empruntant ses propos

au supérieur provincial des jésuites, Dany Younès, le père Daccache précisera que « la philosophie qui les sous-tend (...) est celle de la vulnérabilité humaine plutôt que la solidarité tribale ».

Signe de maladie

Pour conclure, le recteur a cité un rapport établi en 1961 par le père Louis Joseph Leuret, l'expert international auquel le président Fouad Chéhab avait confié la mission IRFED de planification de l'édification de l'État : « Ce qui fait défaut au Liban, avant l'eau, l'électricité et les communications, c'est ce manque de communautés de travail qui se consacrent à l'intérêt commun et qui travaillent dans un esprit coopératif sur tous les plans afin de résoudre tous les problèmes au niveau économique et humain. Si une conversion ne se produit pas dans la mentalité de la jeune élite libanaise et si une révolution intellectuelle et morale ne se produit pas, le progrès sera fragile et le Liban ne pourra pas assumer son rôle à l'intérieur, comme facteur de cohésion, ni à l'extérieur, comme pôle de civilisation internationale. » Il a conclu son allocution par ces mots : « Ce sera un signe de maladie si on laisse à d'autres entreprendre ce que nous devons faire par nous-mêmes. »

L'avertissement était à sa place.